

1. Record Nr.	UNICAMPANIASUN0062644
Titolo	Hamiltonian reduction by stages / Jerrold E. Marsden ... [et al.]
Pubbl/distr/stampa	XV, 519 p. ; 24 cm
ISBN	978-35-407-2469-8
Edizione	[Berlin : Springer]
Descrizione fisica	Pubblicazione disponibile anche in formato elettronico.
Soggetti	37-XX - Dynamical systems and ergodic theory [MSC 2020] 70H33 - Symmetries and conservation laws, reverse symmetries, invariant manifolds and their bifurcations, reduction for problems in Hamiltonian and Lagrangian mechanics [MSC 2020] 70H05 - Hamilton's equations [MSC 2020] 53D20 - Momentum maps; symplectic reduction [MSC 2020] 70H03 - Lagrange's equations [MSC 2020]
Lingua di pubblicazione	Inglese
Formato	Materiale a stampa
Livello bibliografico	Monografia

2. Record Nr.	UNINA9910819368803321
Autore	Morsa Marc
Titolo	Infractions et sanctions en droit social // Marc Morsa ; preface d'Henry Bosly ; avant-propos de Philippe Gosseries
Pubbl/distr/stampa	Bruxelles : , : Larcier, , [2013] ©2013
ISBN	2-8044-5654-4
Descrizione fisica	1 online resource (811 p.)
Collana	Droit social
Disciplina	344.01
Soggetti	Labor laws and legislation
Lingua di pubblicazione	Francese
Formato	Materiale a stampa
Livello bibliografico	Monografia
Note generali	Description based upon print version of record.
Nota di bibliografia	Includes bibliographical references and index.
Nota di contenuto	Couverture; Titre; Copyright; Collection; Remerciements; Preface; Avant-propos; 1 La necessaire regulation de l'economie et des finances mondialisées face a la crise de l'Euro; 2 Les valeurs fondamentales a sauvegarder, a repenser et a reguler l'Etat; 3 L'Etat de droit - les sanctions penales et les amendes administratives - les missions du judiciaire et de l'administration - le CPS voie nouvelle de repenser l'Etat; 4 L'Etat pour etre legitime doit garantir les droits sociaux fondamentaux reconnus par la Constitution 5 Repenser l'Etat par le Code penal social et garantir les droits sociaux fondamentaux par le CPS 6 Le CPS, progres social et instrument pour rendre efficace le droit penal social ; les freins a ce progres; 7 Le CPS et les autres modifications des institutions judiciaires sont une manifestation « du pouvoir de repenser l'Etat » - l'acces a la justice - instrument de regulation mais il necessite d'autres politiques de l'Etat social actif 8 L'Etat de droit - les sanctions penales et les amendes administratives - les missions du judiciaire et de l'administration - le CPS voie nouvelle de repenser l'Etat 9 Les qualites de l'auteur de l'ouvrage present au vu des considerations subsequentes (1 a 8); 10 Bref expose du contenu de l'ouvrage de M. Morsa; 11 Considerations finales; Introduction; Partie 1 - Les acteurs de la constatation des infractions, de leur recherche et de leur poursuite; Liminaire; Chapitre 1 - Les inspections sociales

1 Quelques repères chronologiques : avènement de la coopération institutionnalisée entre services d'inspection
2 La structure et les compétences des inspections sociales actuelles; 2.1. Le Service d'Information et de Recherches sociales : la « coupole »; A. L'Assemblée générale des partenaires; B. Le Bureau fédéral d'orientation; C. Les cellules d'arrondissement; 2.2. Aperçu des services d'inspection sociale et de leurs compétences respectives; A. Les obligations découlant des conventions de l'Organisation internationale du travail
B. Présentation générale des structures et des compétences des inspections sociales
1. L'Inspection sociale du SPF Sécurité sociale; 2. L'Inspection de l'Office national de sécurité sociale (O.N.S.S.); 3. Le Service « Sauvegarde du régime » de l'Office national de l'emploi (O.N. Em.); 4. Le Contrôle des lois sociales du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale; 3 Les pouvoirs des inspecteurs sociaux dont celui de dresser procès-verbal; 3.1. Les conventions de l'O.I.T. comme source des pouvoirs et des devoirs conférés aux inspections sociales; A. Les pouvoirs; B. Les devoirs
3.2. Les pouvoirs et devoirs conférés aux inspecteurs sociaux par le Code pénal social

Sommario/riassunto

Suite à l'adoption du sixième paquet (six actes législatifs destinés à rendre la gouvernance économique plus rigoureuse dans l'UE), la Belgique fait de la lutte contre la fraude sociale et fiscale son « fer de lance ». La possibilité de disposer pour les autorités judiciaires, pour l'autorité administrative compétente, mais aussi pour les services d'inspection ou de contrôle, de l'ensemble des incriminations, de leurs éléments constitutifs et de leurs sanctions constitue un instrument efficace qui permet d'améliorer le traitement des dossiers, de leurs instructions ainsi que de leurs jugements.
